

Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Rémillard ainsi que l'Institut international d'études administratives de Montréal et l'École nationale d'administration publique pour leur cordiale invitation. Le gouvernement du Canada est fier de pouvoir s'associer à cet événement important.

Le thème de ce colloque, «Économies mondialisées : partenariat État - secteur privé?», a, si je ne m'abuse, poussé certains conférenciers à parler de finalités. Nous sommes tous des produits de notre époque. Nous sommes tous influencés, d'une manière ou d'une autre, par les courants qui s'en dégagent. C'est peut-être pour cela que l'on parle beaucoup ces derniers temps de «fins». En effet, le mot «fin» colore la plupart des discours que l'on entend. Cela va de la fin de la guerre froide à la fin de l'État-providence, en passant par la fin de l'État-nation, la fin de l'Histoire et la fin du communisme.

En faisant cette énumération, je n'oublie pas celle qui sera de plus en plus usitée : la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Peut-être faut-il, prudence oblige, mettre la plupart de ces expressions de côté et ne pas oublier que nous succombons facilement à la mode et aux exercices de style. Parler de «fin» nous prive d'un certain degré de relativisme et ne saurait nous aider à trouver les solutions ingénieuses aux problèmes qui confrontent l'humanité.

Dans quelques jours, les dirigeants des sept pays les plus industrialisés du monde se réuniront à Halifax. Il s'agira de la 21<sup>e</sup> rencontre de ce genre. Quoi que nous puissions penser de la nature changeante de la politique étrangère et des relations internationales, ces rencontres au sommet sont toujours utiles et pertinentes. Elles nous permettent non seulement de passer en revue les grands problèmes qui nous confrontent mais elles nous donnent surtout l'occasion de gérer collectivement les changements qui nous affectent tous.

Ainsi, au concept de finalité, nous devrions plutôt opposer celui de changement. Ce changement, nous le vivons quotidiennement. Nous le vivons sur le plan technologique, scientifique, intellectuel, culturel et bien entendu politique. Aucun de ces domaines ne change en vase clos. Les changements technologiques, par exemple, ont un impact et influent sur la politique, et vice-versa.

Je pense que le XX<sup>e</sup> siècle se caractérise par ce que j'appellerai «l'émancipation de l'individu». En politique cela se traduit par l'extension du suffrage universel, le développement du concept des droits individuels et un dialogue accru entre politiciens et élus. Cela se traduit en fait par le constat que l'État quelque soit sa forme n'est pas un absolu. L'émancipation de l'individu implique que l'État n'est plus le siège de tout pouvoir, de toute influence, de toute action.

Paradoxalement, la multiplication des acteurs en relations internationales a renforcé l'importance des sommets comme ceux du